

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

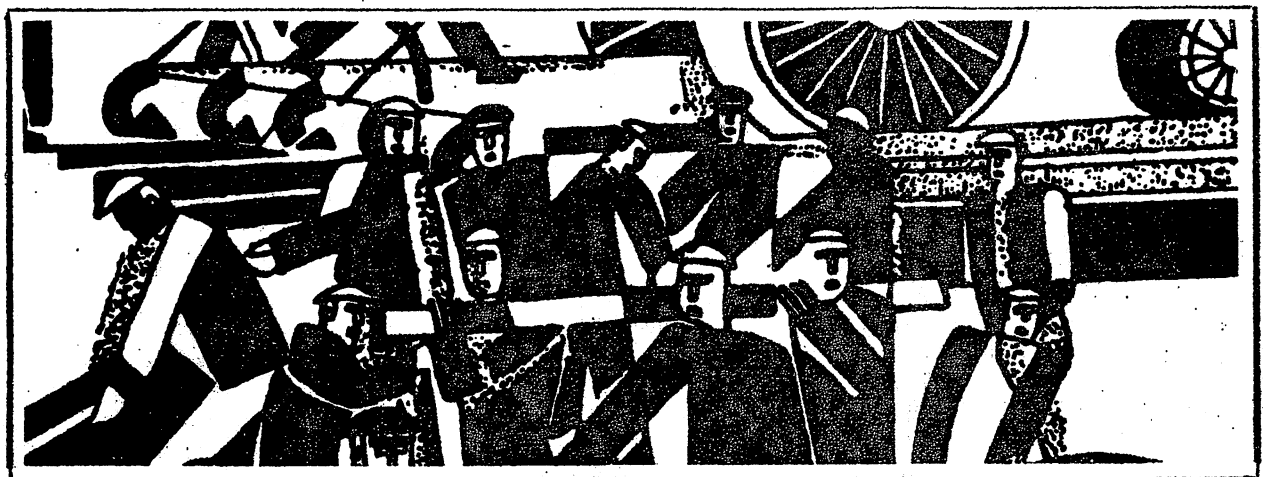
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 89 - 27 octobre 1980 PRIX : 1 F

ASSASSINATS
RACISTES :

LE FASCISME MENACE

TOUS LES TRAVAILLEURS



LA LISTE DES ARTICLES AU VERSO

sommaire

Page 2 : EDITORIAL

Page 4 :

-LES CRAPULERIES DE STOLERU

Page 4/5 :

-AFRIQUE DU SUD : manifestations des noirs et répressions policières

-SENEGAL : la police intervient contre les enseignants.

-Les affaires de la famille présidentielle vont bien

Page 6/7 : COTE D'IVOIRE

-Surprise : Houphouët réélu !

-Assainir les quartiers: un moyen pour chasser les pauvres

Page 8 : EL ASNAM...

Page 9 : L'EXPULSION DE SIMON MALLEY

Page 10 : TCHAD : une guerre qui s'éternise

Page 11 : L'impérialisme américain face à la guerre IRAN-IRAK

éditorial

ASSASSINATS RACISTES : ----- LE FASCISME MENACE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le samedi 18 octobre au soir un CRS abattait froidement un jeune arabe de 17 ans à Marseille. L'émotion fut grande dans cette ville où une grande manifestation a eu lieu pour dénoncer ce crime ignoble. Mais c'est à peine si la radio et la télévision osaient parler de cet assassinat. C'est à peine si l'on vit un politicien venir dénoncer le racisme qui est à la base de cet attentat odieux.

Pourtant, il y a quelques semaines, c'était tout un autre son de cloche que l'on entendait. En effet le 3 octobre, un attentat raciste était perpétré contre la synagogue de la rue Copernic. Cet acte barbare, ignoble, a soulevé une large indignation. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes de province. A Paris plus de 100 000 personnes ont défilé pour crier leur colère et leur dégoût devant l'odieux attentat.

Tant mieux si, pour une fois, des milliers et des milliers de gens se sont sentis touchés par l'attentat de la rue Copernic.

Mais de nombreux travailleurs immigrés se posent des questions, ressentent une certaine injustice quant à la sensibilité de ceux qui se disent "démocrates" en France. Car voilà bientôt deux ans, le foyer de travailleurs africains situé au 34 rue Sedaine, dans le 11^e arrondissement de Paris, subissait un attentat raciste. Il y a eu 5 morts et de nombreux blessés. Il y eu très peu de réactions. Et, bien entendu, les responsables de cet attentat courent toujours.

Quand les immigrés arabes ou noirs ne sont pas victimes des bandes fascistes, ce sont les flics qui s'en chargent. Les "ratonnades" et les bavures policières ne se comptent plus. Pour la seule année 80, et elle n'est pas terminée, on compte 16 attentats anti-arabes. En janvier, c'est Youssef Moubarak, responsable de la librairie arabe qui était assassiné. En février, c'est Abdelkader, assassiné à Villeneuve-sur-lot. Il avait 16 ans. La liste serait bien trop longue.

Pour le meurtre de Marseille, comme pour tous les autres meurtres, il est probable que l'affaire sera étouffée, sans que la moindre protestation ne s'élève parmi les personnalités politiques qui ont fait au moins mine de s'indigner après l'attentat de la rue Copernic. Alors oui, les travailleurs immigrés arabes ou noirs, en butte quotidiennement au racisme, ont quelques raisons d'éprouver un sentiment d'injustice devant cette indignation sélective.

Pourtant ceux qui ne se sentiraient pas concernés par les attentats contre les établissements juifs, voire qui ressentiraient un secret soulagement à l'idée que, pour une fois, ce n'est pas un foyer d'émigrés qui flambe, ou un travailleur émigré qui tombe, auraient bien tort.

Pour paraphraser le dicton : ne nous demandons pas pour qui sonne le glas, il sonne toujours pour nous.

D'abord parce que l'extrême droite qui pose les bombes devant les synagogues, ou qui tente d'en tirer profit, est la

abonnements

FRANCE : 1 an

.ordinaire : 12 F

.sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à Combat Ouvrier
BP 145, 75 023 Paris Cedex

En spécifiant: "pour le PAT"

Prière de régler les abonnements en timbres postaux

même que celle qui met le feu aux foyers d'émigrés. La crapulerie raciste est une. Et surtout parce que la racaille qui veut arriver au pouvoir en spéculant sur le racisme qu'il soit anti-sémite, anti-arabe ou anti-noir, veut y arriver pour briser toute la classe ouvrière, pour imposer à tous les travailleurs une dictature féroce, une exploitation accrue d'abord, la guerre ensuite.

Et ils auraient aussi bien tort, les juifs qui se sentiraient protégés, en cas de montée fasciste, par leur carte d'identité française, ou par cette unanimité hypocrite par laquelle tant de ministres et de grands bourgeois ont protesté de leur opposition au racisme.

Car si demain la crise s'aggravait, si pour sauvegarder ses privilèges et ses profits, et pour mettre au pas les travailleurs, les bourgeois ne voyaient pas d'autre solution que de faire appel aux bandes fascistes, alors on verrait avec quelle vitesse ces mêmes politiciens bourgeois, ces mêmes bavards qui ont occupé les antennes de la télévision, se rangeront du côté des fascistes. Comme on verrait les grands capitalistes-Rotschild compris- qui se disent anti-racistes aujourd'hui, financer les bandes fascistes demain. Comme on verrait la police dont le ministre prétend aujourd'hui vouloir lutter contre les groupes d'extrême droite, les aider, soutenir et armer ouvertement demain.

Ce n'est pas une vue de l'esprit. C'est ainsi que cela s'est passé en Allemagne.

C'est bien pourquoi la politique des partis de gauche qui, au meilleur des cas, se contentent d'appeler à une manifestation pour demander à la police de lutter contre les fascistes, est une politique dérisoire et, à terme, criminelle. Demander aux travailleurs de faire confiance à la police, à l'Etat des bourgeois, c'est les désarmer.

Alors oui, la lutte contre le fascisme, le racisme et l'anti-sémitisme ne passe pas seulement par des manifestations, aussi importantes soient-elles numériquement. Cette lutte passe par l'organisation des travailleurs, sans distinction de race, de couleur ou de religion, en groupes de défense. Ce n'est qu'en se préparant eux-mêmes à se battre que les travailleurs apprendront à se défendre, mais aussi à lutter contre la société capitaliste qui engendre ces fléaux.



LES CRAPULERIES DE STOLERU

Stoléro, secrétaire d'Etat soi disant chargé des travailleurs immigrés a fait une déclaration à Metz. Ses propos méritent d'être relevés. Il a déclaré : "il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France quand on a 1,4 millions de chômeurs sur le territoire. On doit se montrer intransigeant". Voilà ce qu'il disait aux mineurs marocains en grève. Cette déclaration ne manquera pas de faire plaisir aux racistes qui pensent que pour résoudre le problème du chômage, il suffirait de renvoyer les travailleurs immigrés chez eux.

Il faut dire que depuis que Giscard a créé ce Secrétariat d'Etat, tous ceux qui se sont succédés à ce poste n'ont pas manqué une seule occasion pour préconiser des mesures contre les travailleurs immigrés : cartes de séjour pour les africains, fermeture des frontières, suspension de l'immigration familiale, "prime" de 1 million pour pousser les immigrés à partir, sans compter les détentions illégales dans les commissariats et les expulsions sans jugement.

Depuis que la crise économique a commencé en France, le gouvernement de Giscard cherche toujours à faire payer cette crise à l'ensemble de la classe ouvrière. Les mesures contre les travailleurs immigrés rentrent dans ce cadre-là ! Cette tentative de diviser la classe ouvrière fait partie de la politique du patronnat. Quoi d'étonnant alors que le gouvernement de Giscard-Barre fasse tout dans l'intérêt des capitalistes en intimidant les travailleurs immigrés en lutte ? Ils espèrent ainsi décourager les travailleurs qui osent lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

== *** == *** == *** == *** == **

sénégal : LA POLICE INTERVIENT CONTRE LES ENSEIGNANTS

Le samedi 25 octobre, la police est intervenue contre la tenue d'un meeting organisé par le SUDES (Syndicat Unique et Démocratique des Enseignants du Sénégal). Ce dernier voulait organiser une réunion publique pour protester contre les licenciements scandaleux et les mutations arbitraires dont sont victimes un certain nombre d'enseignants.

Selon les informations parues dans la presse en France, il y a eu plusieurs blessés et des arrestations au cours de l'intervention policière.

Ce n'est pas la première fois que le gouvernement agit ainsi contre les enseignants, et en général contre tous ceux qui osent critiquer sa politique anti-démocratique.

* * * * *
* * *

Afrique du Sud

MANIFESTATIONS DES NOIRS ET REPRESSIONS POLICIERES

A Soweto, des milliers d'hommes et de femmes ont protesté, le 15 octobre, contre une augmentation de loyers de près de 75 % et aussi contre la décoration d'un ministre du gouvernement raciste sud africain dans cette ville.

Suivant son habitude criminelle, la police n'a pas hésité à utiliser des chiens et des armes automatiques contre les manifestants : un homme a été tué, une femme blessée d'une balle dans le dos et bien d'autres noirs blessés.

En se défendant les manifestants ont blessé trois policiers. Le même jour une bombe a explosé sur la ligne du chemin de fer reliant Soweto à Johannesburg.

Ce n'est pas la première fois, même en cette seule année 1980, que des manifestations de ce genre se transforment en affrontements avec la police. En avril 1980, lors de la grève des lycéens, la police avait utilisé les mêmes brutalités. En juin la grève des lycéens et des travailleurs du Cap s'était soldée par une soixantaine de morts.

Chaque mois, plusieurs dizaines de milliers de noirs sont mis en prison.

Mais, loin de mettre fin à la lutte des noirs et des métis contre le système odieux qu'est l'apartheid, les répressions ne feront qu'augmenter leur détermination.

= *** == *** == *** == *** == *** == *** ==

LES AFFAIRES DE LA FAMILLE PRESIDENTIELLE VONT BIEN

Francis Arfang Senghor, le fils du président, est en train de monter une société d'enregistrement de musique. Selon ses dires ses studios seront les plus modernes d'Afrique.

A un journaliste du Soleil, qui lui demandait si le fait d'être le fils du président lui a servi, il répond : "...malgré tout il ne faut pas se leurrer. Il y a également un côté qui nous facilite les choses."

Ce genre de studios modernes coûte des centaines de millions de F CFA.

Il se peut bien sûr que Francis Senghor ait emprunté l'argent à une banque ; en tout cas le bruit court qu'il aurait reçu 2 milliards de son père.

D'ailleurs son père Senghor, tout comme d'autres chefs d'Etat africains, fait de grosses affaires en créant des sociétés, en achetant des châteaux ou en construisant des villas. Tout cela bien sûr sous couvert des proches parents ou amis.

* * * * *
* * *

SURPRISE EN CÔTE D'IVOIRE :

HOUPHOUËT RÉÉLU

Houphouët Boigny a été pour la cinquième fois élu président de la république. Comme tous les autres dictateurs d'Afrique, il l'a été avec 99,99 %. Il n'y avait pas d'autre candidat à ce poste. Pourtant ce n'est probablement pas l'envie qui manquait à quelques grands dignitaires du régime, comme à un Yacé, président de l'Assemblée Nationale, de se présenter.

Mais Houphouët, en place depuis 20 ans n'admet pas qu'une autre personne puisse se présenter contre lui. Il faut croire qu'il craint les discussions, les confrontations et la contestation que pourrait entraîner la présence d'autres candidats, fussent-ils aussi fidèles à l'ordre établi que lui-même. Il faut croire que son régime, qui se présente pourtant volontiers comme un modèle pour l'Afrique, ne supporte même pas ce minimum de liberté d'expression que supposerait l'existence ouverte d'une opposition, même respectueuse.

Raison pour laquelle Houphouët a mis en place depuis 20 ans, un parti et un syndicat uniques de même qu'un parlement dans lequel ne sont admis que ceux qui sont d'accord avec sa politique. Pour amuser le peuple Houphouët organise tous les cinq ans des élections pour se faire élire et faire élire des parlementaires dévoués à sa politique.

Oh, il n'avait pas besoin de ce cinéma électoral pour garder sa position et ses privilèges et planquer tous ses amis dans des postes de sinécure. Bien des régimes africains s'en passent pour accomplir ce genre de tâche. Seulement ce jeu démagogique lui permet d'avoir une image "démocratique" aux yeux de l'opinion publique. Alors, tant que ça marche, pourquoi n'en profiterait-il pas pour redorer son blason ?

CÔTE D'IVOIRE

ASSAINIR LES QUARTIERS : UN MOYEN POUR CHASSER LES PAUVRES

Les loyers étant hors de prix à Abidjan même, c'est dans des quartiers périphériques comme Abobo-gare, cité dortoir de la banlieue abidjannaise que les petits employés peuvent trouver à se loger avec moins de difficultés.

En l'espace de quelques années, la population d'Abobo-gare a donc doublé. Il s'est construit beaucoup de maisons, pour répondre à la demande croissante de logements. Or selon "Fraternité Matin", journal gouvernemental, du 9/10/80, les autorités ont décidé "d'assainir" le marché du logement dans certains quartiers de cette cité.

Les autorités ivoiriennes invoquent comme raisons, la lutte contre la vente par des particuliers de terrains appartenant à l'Etat, et le non respect des normes de construction. Or des terrains, il s'en vend et il s'en achète à tour de bras, à Abobo-gare. Mais seuls les riches peuvent construire des maisons respectant les plans officiels. Les petites gens ne peuvent que construire des petites baraques, des "concessions" qui dépannent bien des travailleurs qui ne peuvent pas payer un loyer élevé.

Il y a donc des contrôles réguliers. Les maisons qui ne sont pas construites selon le plan officiel sont signalées. Aux habitants, il est demandé d'aller se trouver un autre logement, mais il ne reçoivent aucune aide. Quant aux propriétaires, ceux qui possèdent un titre officiel doivent reconstruire leur maison. S'ils n'ont pas les moyens, ils reçoivent un terrain ailleurs. Ceux qui n'ont pas de titre officiel sont simplement chassés. Ce problème ne se pose pas seulement à Abobo-gare, mais aussi au "quartier Appolo" de Treichville par exemple.

Ce sont les plus pauvres qui sont chassés, rejetés de plus en plus loin du centre de la ville, pour le plus grand bonheur des ministres, députés et autres dignitaires du régime.

Ils ont ainsi la possibilité de s'accaparer des terrains, d'y construire des maisons à louer à des prix exorbitants : un "trois pièces" se loue entre 100 et 200 000 F CFA en moyenne. Même les habitations à loyer modéré construits à Abidjan et sa banlieue, ils se les accaparent et les sous-louent au prix fort.

Et ce sont ces mêmes rapaces qui osent parler "d'assainissement" !

000000

000000

000000

L'armée française avait des moyens pour assassiner un million d'hommes en Algérie

MAIS PAS POUR EN SAUVER 20 000 A EL ASNAM

Le tremblement de terre de El Asnam a fait un nombre important de victimes. Plus de 20 000 morts et des milliers de blessés ; des centaines de milliers de sinistrés se sont trouvés sans abris et sans vivres. Les habitants des villages à 50 Km autour de El Asnam n'ont pas été épargnés. C'est une véritable catastrophe pour la population algérienne.

Et nous, travailleurs africains, nous avons toutes les raisons de nous sentir concernés. De combien d'autres cataclysmes les populations d'Afrique ont dû être victimes, et le sont encore. La sécheresse, la famine font des centaines de milliers de victimes.

A El Asnam, c'est en quelques minutes que la catastrophe a fait tant de victimes. Pour affronter un tel désastre, l'Algérie a peu de moyens. Ce n'est pas un pays très riche. Le gouvernement algérien ne possède pas de matériels de secours, médicaments et vivres en quantité suffisante. L'armée ne possède pas assez d'hélicoptères pour dégager les blessés et aider les sinistrés. Les villages et les douars autour de El Asnam sont restés isolés pendant plusieurs jours sans même que l'on sache ce qui s'y est passé.

Pour venir au secours des victimes, il aurait fallu des moyens humains et techniques tels, qu'un pays comme l'Algérie ne peut fournir. Ces moyens-là, les pays industrialisés, riches, les possèdent largement.

Le gouvernement français a beaucoup insisté sur l'importance de son aide. Mais qu'en est-il réellement ?

48 heures après le drame, ce n'est que 40 pompiers spécialisés et des équipes du SAMU, donc un personnel et du matériel civils, qui ont été acheminés vers l'Algérie. Il a fallu que des organismes de secours internationaux comme "Médecins sans frontières" ou la "Croix Rouge" ou d'autres, apportent leur concours. L'aide apportée par la France est vraiment dérisoire.

Et pourtant l'Etat Français possède du matériel sophistiqué. La France pouvait envoyer des centaines d'hélicoptères et autant de médecins qui s'encroûtent dans les casernes. Et pourtant c'est cette même armée qui, pendant la guerre d'Algérie, a pénétré partout dans ce pays, y compris dans les villages les plus reculés, pour combattre les troupes du FLN.

Si maintenant l'impérialisme français n'envoie pas ses troupes pour sauver les victimes de El Asnam, c'est volontairement. C'est un choix conscient.

Lorsque les intérêts de l'impérialisme sont en cause, ou qu'un dictateur à sa solde est en difficulté, l'armée française vole à son secours. C'est sans hésitation que l'armée française a aidé Mobutu à écraser la révolte de Kolwézi. En Centrafrique c'est aussi l'armée française qui est allée mettre en place Dacko en chassant Bokassa de son trône. Alors qu'on ne nous rabache pas les oreilles en faisant croire

que la France déploie beaucoup d'effort pour aider les victimes de El Asnam.

Ce qui s'est passé à El Asnam montre bien, encore une fois, que la nature n'est pas la seule responsable des désastres. L'impérialisme qui laisse mourir froidement les victimes a aussi sa part de responsabilité.

* * * * *

L'EXPULSION DE SIMON MALLEY

UN CADEAU DE GISCARD À SES PROTÉGÉS AFRICAINS

Le 3 octobre, Simon Malley, directeur du journal "Afrique Asie" a été expulsé de France manu-militari Il est accusé d'avoir écrit des articles "qui incitent au meurtre des chefs d'Etat africains" et, par conséquent, d'avoir nui aux intérêts de l'impérialisme français.

Manifestement Giscard a voulu faire un cadeau à Mobutu et Bongo qui étaient à Paris dans la même période. Ces deux dictateurs qui, chez eux, bâillonnent à coup de trique les journalistes opposants, ne peuvent pas tolérer que même ici à Paris on les critique.

Giscard doit bien ce service à Mobutu et Bongo qui font des cadeaux bien plus grands, et à longueur d'année, à l'impérialisme en lui permettant de piller le Zaïre et le Gabon.

L'expulsion de Simon Malley n'est pas passée inaperçue ; et c'est tant mieux que des voix se soient élevées contre.

Simon Malley est pourtant bien connu, et donc protégé, par l'intelligentsia. Si pour lui le gouvernement français n'a pas cédé aux nombreuses protestations, cela donne une idée de la manière dont les travailleurs immigrés sont embarqués, eux dont la presse ne prend même pas la peine de signaler le cas quand ils sont expulsés.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

TCHAD: UNE GUERRE QUI S'ÉTERNISE

La conférence pour la recherche de la "paix" au Tchad, convoquée à Lomé au Togo vers la mi-octobre par le Sous Comité de l'OUA, n'a pas, pour le moment, abouti à un accord.

Les deux principaux frères ennemis, Goukouni Oueddeï, président du Tchad, chef des Forces Armées Populaires (FAP), et Habré celui des Forces Armées du Nord (FAN) n'ont pu s'entendre sur les conditions du règlement du conflit.

Il s'agit des conditions d'un cessez-le-feu, de l'envoi d'une "force neutre africaine" au Tchad et du retrait à 100 Km de N'Djaména des forces en présence.

Il est à noter que ces mêmes propositions déjà faites aux conférences de Lagos, au Nigéria, avaient abouti à un échec. En effet les cessez-le-feu n'étaient jamais respectés; les forces des différentes tendances n'avaient jamais quitté réellement la capitale. Quant à la force neutre africaine (Constituée par l'armée congolaise) elle était constamment débordée et a dû plier bagages.

Gageons qu'il ne sortira rien de cette nouvelle conférence même si Goukouni, soutenu par la Libye et aidé plus ou moins par la coalition Kamougué-Açyl, et son adversaire Habré, soutenu par la France, le Soudan et l'Égypte, prennent place autour d'une même table de négociation.

Des batailles dures, meurtrières sont presque quotidiennement engagées entre les FAP et les FAN pour prendre sur l'adversaire le terrain occupé. Témoignent par exemple la récente bataille pour le contrôle de l'aéroport et le bombardement aérien, à trois reprises par un avion de chasse non identifié, des positions tenues par les FAN : Pont Chagoua, Rue 40, Diguel etc... C'est la première fois que l'aviation intervient dans la guerre civile au Tchad depuis 1979.

C'est donc par la guerre que les deux principaux rivaux entendent arriver au pouvoir, l'un éliminant l'autre. Goukouni n'avait-il pas dit récemment qu'il faut "un vainqueur et un vaincu" ? De son côté, dans une récente conférence en Arabie Saoudite Habré déclarait : "nous avons l'expérience de la guerre et nous combattons jusqu'au bout (...) les mercenaires de la Libye (Goukouni, Açyl, Abat) jusqu'à ce qu'ils reviennent à la raison et demandent la paix."

Alors les négociations autour d'une table ne sont que cinéma diplomatique ; tous font semblant de montrer leur bonne volonté de négociateur.

Ce n'est pas par des discussions de salon que des gens qui sont prêts à bombarder des populations civiles pour quelques centaines de mètres carrés de terrain en ruines, vont arrêter la guerre. Au contraire ils continuent à la préparer. Selon la revue "Marchés Tropicaux" du 19 septembre 1980 Goukouni vient de lancer une commande d'armes d'environ 11 milliards de F CFA à une société privée nigériane.

La guerre civile au Tchad risque de durer et de faire encore de nouvelles victimes. Les Goukouni, Habré et compagnie, assoiffés de pouvoir ne font évidemment pas cas de la population obligée de fuir les combats.

L'impérialisme américain face à la guerre IRAN-IRAK

Le conflit militaire qui oppose l'Iran à l'Irak dure maintenant depuis un mois. Des villes ont été bombardées de part et d'autre faisant des centaines de morts, sans compter les dégâts paralysant la principale ressource économique de ces deux pays : le pétrole.

Ce conflit a été déclenché par Saddam Hussein, le dictateur irakien. Ce dernier revendique aujourd'hui un morceau du Chatt El Arab (le fleuve séparant les deux pays) entre autre, que lui même avait concédé au sanguinaire Shah en 1975 pour que celui-ci mât la révolte des Kurdes menaçant les deux régimes.

Saddam Hussein croyait sans doute profiter d'une attaque surprise et de grande envergure, pour vaincre militairement son voisin. L'impérialisme américain, ainsi que ses cadets européens voyait lui aussi d'un très bon oeil cette attaque militaire qui, à ses yeux, allait destabiliser le régime de Khomeiny. Ainsi, Saddam Hussein par son éventuelle victoire, allait arranger un problème que l'impérialisme souhaitait tant résoudre.

Malheureusement et pour Saddam et pour l'impérialisme, le régime iranien n'a pas cédé et s'est encore moins effondré. Le prolongement de la guerre par contre pose des problèmes à l'impérialisme. Economiques du fait des menaces sur l'approvisionnement en pétrole. Politiques du fait d'un risque de déstabilisation générale du Moyen Orient.

Alors, Carter qui hier encore fulminait contre Khomeiny, semble changer de langage. Aujourd'hui devant le risque d'enlèvement, il déclare que c'est l'Irak qui a tort de remettre en cause des accords signés. Il se déclare même prêt à modifier ses positions, à suspendre le blocus économique contre l'Iran si les otages étaient libérés. Ce changement de langage est significatif de la situation nouvelle créée par cette guerre.

En tout cas, cette guerre, quels qu'en soient les motifs, n'est ni dans l'intérêt de la population iranienne ni dans celui des irakiens. Bien au contraire, elle ne fera qu'attiser une haine entre les deux peuples. Haine à laquelle contribuaient déjà ces deux régimes, même en "temps de paix" en lançant chacun des slogans nationalistes et chauvins.

000 000 000 000 000 000 000

000 000 000 000 000

000 000 000

0 0

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnies, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.